

COMMUNIQUE DE PRESSE

Projet de décret de la commission de gestion du Grand Conseil

Les chiffres qui font mal



Sion – 07.09.2005 • Avec le décret proposé par la commission de gestion, un-e enseignant-e au Cycle d'orientation perdrait 20'000.- de salaire en quatre ans. Un-e secrétaire à l'État du Valais devrait renoncer à 10'000.- sur la même période. Des conséquences dramatiques que ce projet ignore totalement.

C'est bien joli, un projet de décret, et des théories d'économie. La FMEF a voulu savoir quelles conséquences concrètes ce texte aurait sur la vie des fonctionnaires et des enseignants. Un calcul précis, fondé sur des chiffres publics et vérifiés, en donne la mesure*. Et quelle mesure. Le professeur de cycle d'orientation verrait disparaître chaque année quasiment l'équivalent d'un mois de salaire. Quant à la secrétaire, dotée au départ d'une rétribution plus faible, sa situation financière serait dramatiquement péjorée.

Les chiffres fantômes

«Personne n'a sorti sa calculette pour estimer les effets concrets du projet de décret sur les salariés. Soit on a oublié de le faire, et c'est surprenant. Soit on l'a fait et on a oublié de le dire, et c'est grave.» Le secrétaire général de la FMEF Michel Perruchoud est très étonné de cet amateurisme. Proposer un décret qui aurait des effets durables (quatre ans au moins) et importants sur des milliers d'enseignants et d'employés d'État, sans chiffrer ses conséquences ? Ce serait pour le moins de l'imprévoyance, «d'autant plus que la commission de gestion a bénéficié des conseils du centre de management public de l'État du Valais.»

Il n'y a pas que les salaires. Le projet de décret condense toute une série d'effets funestes. Les mesures d'économie qu'il préconise toucheraient surtout les nouveaux employés d'État. Ils démarrent déjà leur carrière avec des rétributions moindres. Le gel des salaires les pénaliserait doublement. Ils seraient privés d'argent au moment précis où ils en auraient le plus besoin pour se lancer dans la vie active. Ou pour fonder une famille. Cette famille, on le rappelle, qui est un des éléments fondateurs de la politique cantonale.

Autre tare: le canton tente d'attirer les compétences et les cerveaux, ou au moins d'éviter leur fuite. Et voilà que le plus important employeur valaisan dévaloriserait le travail de ses employé-es.

Nous arrêtons là l'énumération. Ce projet a été vite bouclé et vite bâclé, sans tenir compte des réalités, et ceci à tous les niveaux.

**Pour consulter le tableau, veuillez svp vous rendre sur notre site www.fmef.ch, cliquer sur la dernière news, et suivre le lien. Ou vous rendre directement à cette adresse : www.fmef.ch/docs/tableausalaires.pdf*

Informations complémentaires : Michel Perruchoud, secrétaire général FMEF au 079 701 73 63